

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{ème} ANNEE — N° 124
27 mars - 16 avril 1972

LE NUMERO :
0,50 F

Provocation à la servitude

L'infâme assassinat d'un ouvrier gauchiste à Renault-Bilancourt et la mesure de rétorsion style Tupamaros qui a suivi — l'enlèvement d'un cadre de cette entreprise — ont fourni au P.C.F. une nouvelle occasion de mener une agitation forcenée sur un thème qui lui est cher ("subversion" égale "fascisme") et qu'il a abondamment exploité en mai 68; le pouvoir complet, le pouvoir provoqué, pour avoir un prétexte de supprimer les libertés démocratiques si nécessaires à la classe ouvrière et en premier lieu son droit de grève; dans ce but, il lance les gauchistes sur les travailleurs sans défense; mais grâce à leur parti, grâce à leurs syndicats ceux-ci déjoueront la manœuvre et en sauvant l'ordre, sauveront les libertés.

On ne peut imaginer renversement plus total, plus éhonté, plus cynique des intérêts respectifs de la bourgeoisie et du prolétariat. On ne peut concevoir « provocation » plus infâme de la classe ouvrière à la servitude.

L'ordre, qu'est-ce que c'est ? C'est le travail résigné, jour après jour, de millions d'hommes dans des centaines de milliers de bagnes productifs et improductifs. C'est l'obéissance de millions d'hommes aux ordres du capital, transmis par « une hiérarchie complète de sous-officiers et officiers » de l'industrie, comme disait le *Manifeste communiste* : obéissance à la chaîne, aux cadences, aux horaires, année et vie durant.

Ce sont les privations que des millions d'hommes supportent parce qu'« il ne faut pas demander l'impossible », les grèves que des dizaines de milliers de salariés arrêtent sur commandement de leurs syndicats parce que « le rapport de force ne permet pas d'obtenir satisfaction » et parce qu'« il faut garder nos forces intactes ». C'est la concurrence universelle dans l'espoir d'une « promotion sociale » hypothétique. C'est la souffrance silencieuse ou la protestation impuissante dans les cadres de la légalité, la peur des flics ou la hargne prudente, l'indifférence politique ou le vote à gauche.

Dans son aspect quotidien, l'ordre, c'est donc l'écrasement physique, économique, moral et politique du prolétariat. Dans son aspect historique, c'est le travail toujours plus asservi à mesure que la productivité augmente, à cause de l'exaspération de la concurrence; ce sont les guerres coloniales qui n'en finissent pas et, périodiquement, les guerres impérialistes apocalyptiques.

LA SEULE CLASSE QUI AIT INTERET A L'ORDRE EST DONC LA CLASSE CAPITALISTE; mais dans l'ignoble propagande du P. C. F., cette vie de taupes de millions d'hommes, chair à canon en suris, sans laquelle il n'y aurait ni profit du capital, ni compétitivité de

l'économie, ni grandeur nationale devient L'IDEAL DE LA CLASSE OUVRIERE !

Les libertés démocratiques, qu'est-ce que c'est ?

C'est le droit, après avoir interminablement peiné pour le capital, d'écrire qu'on n'est pas content, de le dire publiquement et même de se rassembler pour le crier. C'est le droit, après avoir produit pour le capital une plus-value qui va croissant, d'user de l'association syndicale pour tenter d'en récupérer une infime partie. C'est la liberté de croire que si tel ou tel parti électoral détenait l'Exécutif, l'ordre social changerait, et de tenter d'envoyer tel ou tel parti à l'Exécutif... en l'élisant au Parlement. Bref, les libertés démocratiques sont la consolation offerte par la classe oppresseuse à la classe opprimée et elles culminent dans la liberté d'être bête. LA SEULE CLASSE QUI AIT INTERET A LA DEMOCRATIE POLITIQUE EST DONC LA CLASSE BOURGEOISE.

Dans l'ignoble propagande du P. C. F., les libertés constitutionnelles — et surtout la légalisation de la grève — sont pour le prolétariat le seul moyen d'alléger *quelque peu* le poids de l'ordre social qui l'écrase, de se défendre *quelque peu* de l'oppression de classe, de s'avancer *quelque peu* vers le socialisme. C'est ce *quelque peu* que la bourgeoisie brûlerait de détruire, ce *quelque peu* qui serait l'aspiration suprême du prolétariat.

Dans cette version, le prolétariat apparaît comme la classe opprimée la plus servile de l'Histoire. Aux esclaves, les révoltes; aux serfs, les jacqueries; aux bourgeois du passé, en lutte contre les Anciens régimes, les grandes révolutions classiques; aux prolétaires, rien ! Rien que l'ignoble fierté d'être la classe qui n'attaquera jamais !

Qu'on admette un instant que le prolétariat soit réellement la première classe opprimée de l'histoire qui ne fasse jamais que se défendre, alors la bourgeoisie devient la première classe dominante qui ne sera jamais menacée. Qu'en résulte-t-il ? En réprimant cruellement révoltes, jacqueries et révolutions, les maîtres d'esclaves et les seigneurs défendaient leur domination politique et leurs privilèges sociaux. La bourgeoisie, elle, réprimerait uniquement de ruiner sa propre civilisation. L'histoire n'est plus, comme chez Marx, « l'histoire de la lutte des classes » : c'est l'histoire de la paranoïa bourgeoise ou, comme aurait dit à peu près le poète, « un conte plein de bruit et de fureur, imaginé par des idiots, et qui ne signifie rien ».

Tout le passé du prolétariat dément l'injure que le P. C. F. lui fait. Tout ce passé prouve qu'il n'a besoin d'aucune autorisation constitutionnelle pour mener la guerre économique, la grève; qu'il ne s'arrête pas

craintivement aux frontières dans lesquelles la démocratie politique voudrait l'enfermer, qu'il les déborde au contraire tumultueusement quand les conditions historiques l'y poussent, pour détruire l'Etat bourgeois, pour instaurer sa dictature de classe, afin d'en finir avec l'ordre du capital. Bref, tout le passé démontre que le prolétariat est potentiellement la classe la plus révolutionnaire de l'histoire.

Le présent ne prouve rien contre ce fait. Car si la classe ouvrière d'aujourd'hui tempore, si les actes de révolte restent sporadiques, s'ils revêtent des formes d'autant plus absurdes que l'inertie de la masse, qui laisse le P.C.F. parler en son nom, est plus lourde, l'armement féroce de l'Etat bourgeois atteste déjà par lui-même que la menace n'a pas disparu.

Que cette menace se précise à la faveur d'un développement de la crise qui s'est déjà dessinée, que verra-t-on ? On verra la bourgeoisie violer sa propre légalité, non par fureur paranoïaque, mais pour défendre sa domination et ses privilèges. Que le prolétariat secoue la servilité dans laquelle le P. C. F. tente si effrontément de le maintenir, on verra le « grand parti démocratique » jouer ce rôle de « chiens sanglants » dont le social-démocrate allemand Noske se vantait si fort dans le premier après-guerre, dont le stalinisme mondial aurait eu plus de droit encore à se glorifier, et dont le post-stalinisme est resté tout à fait capable, comme le prouve la répression du gouvernement « socialiste » de Pologne contre les ouvriers de Gdansk.

Etre marxiste, c'est être convaincu que la menace prolétarienne ne peut pas ne pas resurgir. C'est affirmer, contre tous les renégats, que l'avenir confirmera la MISSION REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT. Et c'est le préparer dès aujourd'hui à cette mission.

Le P.C.F. a le "sens de l'Etat"

Rien de tel qu'une crise — et nous en apercevons aujourd'hui les premiers indices — pour lever les masques. Les faits de Renault et les manifestations gauchistes, bref un début de "désordre" sur fond de crise économique menaçante, il n'en a pas fallu davantage pour que l'opportunisme et la bourgeoisie tombent dans les bras l'un de l'autre au nom de la défense de l'ordre et de la démocratie.

Les représentants de la bourgeoisie proclament qu'ils ne se laisseront pas intimider par un acte digne de "sauvages" et qu'ils prendront toutes les mesures nécessaires — et ils les prennent. Quant au P.C.F., il agite de plus belle son programme de « démocratie avancée ».

"Quel Etat faut-il aujourd'hui à la France ?" : telle est la question posée par M. Marchais à une assemblée de mille maires "communistes" réunis à Montreuil le 5 mars 1972. Car l'Etat "actuel" ne le satisfait pas : « Cet Etat est-il stable et fort, comme l'affirme le Président de la République ? Non, il est faible, il est impuissant à sortir le pays de la crise sociale et politique où il l'a jeté. Il engendre même le désordre ». « L'Etat de la V^e République n'est pas un Etat fort, un Etat de justice et de progrès, un Etat assurant la sécurité des citoyens et la souveraineté du pays ». Et de proposer sa candidature à la gestion des "affaires de la France", autrement dit de l'Etat bourgeois, pour faire mieux que le faible Pompidou, en sortant "la société de la crise profonde où le grand capital l'a plongée" (l'Humanité, 6 mars 1972).

Voilà la bourgeoisie française prévenue. Elle saura se souvenir plus tard, en cas de "troubles" véritables, que le "gouvernement démocratique et d'union populaire" proposé par M. Marchais ne vise en fait qu'à renforcer toujours plus SON Etat, à réprimer toujours mieux la subversion, ou mieux à empêcher préventivement le désordre en contenant les forces susceptibles de se dresser contre l'ordre bourgeois, contre la violence bourgeoise ! L'opportunisme a précisément un atout que les partis bourgeois n'ont pas : il est le meilleur agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat, CONTRE le prolétariat. "Le Figaro" l'a bien compris, qui reconnaît que "malgré de trop fréquentes surenchères démagogiques", la C. G. T. — courtoise de transmission du P. C. F. — a conservé le sens de l'Etat" (9 mars 1972). Eloge suprême pour un plumeur au service du capital, et éloge mérité : c'est dans l'épreuve que la bourgeoisie reconnaît ses véritables amis.

Le prolétariat aussi devra se souvenir que la Démocratie avancée que l'opportunisme lui fait miroiter comme une étape vers le socialisme, a le même contenu REEL que le fascisme dont le P. C. F. agit constamment l'épouvantail : la dictature toujours plus forte, toujours plus "avancée" du capital !

Si par absurde, nous communistes, nous devons répondre à la question de Marchais « Quel Etat faut-il aujourd'hui à la France ? », nous ne répondrions pas comme lui « Un Etat fort », mais « un Etat faible », car nous préférons un ennemi faible à un ennemi fort. Mais comme c'est l'Histoire qui décide et pas nous qui choisissons, nous dirons comme les communistes d'Italie en 1921, lorsque la Social-démocratie de l'époque réclamait un gouvernement fort, sous le prétexte de faire échec à la montée du fascisme : « Nous ne sommes ni pour le gouvernement faible, ni pour le gouvernement fort : ni pour celui de droite, ni pour celui de gauche. On ne nous fera pas avaler ces distinctions à effet purement parlementaire. Nous savons que la force de l'Etat bourgeois ne dépend pas des manœuvres de couloir des députés et nous sommes pour un seul gouvernement : le gouvernement révolutionnaire du prolétariat. Nous ne le demandons à personne, nous le préparons contre tous, au sein même du prolétariat. Vive le gouvernement fort de la révolution ! »

La bourgeoisie espagnole et les grèves

L'ouverture des « négociations » pour le renouvellement des contrats de travail dans les principales entreprises espagnoles, coïncide avec une nouvelle vague de grèves et de luttes revendicatives. Pas plus que les autres pays, l'Espagne n'a pu se soustraire à la crise capitaliste; celle-ci, en effet, n'est pas pour améliorer sa position déjà précaire sur le marché mondial et aiguise les contradictions internes du régime franquiste.

Le chômage s'amplifie, la hausse des prix s'accroît (15 % d'augmentation de 1969 à 1971), le pouvoir d'achat des salaires, déjà très bas, décroît brusquement. Selon l'O.C.D.E., 11 % des exportations espagnoles ont été touchés par la surtaxe américaine.

En fait, il ne s'agit pas de problèmes locaux, puisque dans les pays capitalistes développés on assiste à la même séquence : licenciements, réduction de la durée du travail, abaissement du salaire. Comme Marx l'avait montré, les contradictions du mode de production capitaliste le jettent périodiquement dans des crises de surproduction qui doivent provoquer une réaction de la classe ouvrière.

Le début de la crise générale du capitalisme mine le château de sable édifié par la bourgeoisie avec la complicité de l'opportunisme : la « société opulente », le « bien-être », le « miracle économique » vacillent. Les mirages

petits-bourgeois et libéraux s'évanouissent et il devient plus difficile de proclamer que « le marxisme est dépassé » pour partir à la recherche de « nouvelles voies, pacifiques et graduelles, au socialisme ». La perspective de nouvelles luttes ouvrières, plus radicales et menées avec une plus grande combativité, correspondent au contraire parfaitement à l'évaluation marxiste des causes qui poussent le prolétariat à se battre contre son ennemi de classe.

Dans un document officiel du ministère du travail espagnol dont une photocopie est tombée entre nos mains, nous pouvons trouver la confirmation de la justesse de nos prévisions et la description anticipée de la manière dont la dictature du capital, incarnée par le franquisme dans ce cas, s'apprête à réprimer la nouvelle vague d'agitations.

Le document est intitulé : « Directives pour une possible situation de conflit ». On lit dans le premier paragraphe : « Il ne

semble pas aventureux de prévoir que dans les derniers mois de cette année et dans ceux du début de 1972 puissent survenir des conflits dans le domaine du travail, et sous une forme assez intense, à cause de multiples circonstances, dont une n'est autre que le chaos du coût de la vie depuis 1969... Un autre fait susceptible de contribuer à une intensification du conflit est la libération d'un assez grand nombre d'activistes politiques et de membres d'organisations ouvrières clandestines touchés par l'amnistie; on essaie même de profiter de l'amnistie pour créer un climat général d'annulation de toutes les sanctions sur le travail, des licenciements en particulier, afin que les dirigeants ouvriers puissent revenir dans l'entreprise.

Ce problème a été posé à Gijón, chez Ferrrol, S.E.A.T., à Cordoue et ailleurs : il semble que les entreprises se rendent compte qu'il serait grave d'accepter ces revendications et nous pensons qu'elles résisteront dans l'avenir, mais cela contribuerait évidemment à durcir l'actuel climat de tension ».

Dans le second paragraphe, on lit : « ...Il faut surveiller avec

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

- ♦ A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12^e). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- ♦ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "Prolétaire", 7, crs d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

« Lutte ouvrière » : culte de l'organisation, mépris du programme

Dans toute son activité militante, le groupe qui édite aujourd'hui « Lutte Ouvrière » et qui se veut le continuateur des traditions de « sérieux » (?) de l'ancienne « Union Communiste IV^e Internationale », met l'accent sur la supériorité de ses méthodes d'organisation qu'il prétend calquées sur celles des bolchéviks. Pour ce courant, la faillite des organisations trotskystes officielles au cours de la deuxième guerre impérialiste mondiale est due essentiellement au dilettantisme petit-bourgeois de leur pratique organisationnelle.

L'histoire des quarante dernières années en France est ainsi rapidement résumée : d'un côté, il y avait les membres de l'U.C.I. défenseurs d'antiques traditions de probité et d'honnêteté militantes ; de l'autre, Frank, Lambert, Pablo qui, indéfectibles et sérieux-bourgeois, refusèrent de se mettre à travailler modestement et piteusement en direction de la classe ouvrière et qui, par manque de liens avec celle-ci, devinrent de plus en plus opportunistes.

HISTOIRE ORGANISATIVE

Une telle façon d'expliquer l'histoire est évidemment bien satisfaisante pour les anciens militants de l'U.C.I. Elle cadre aussi à merveille avec l'actuelle topographie qu'ils dressent de la carte politique : à l'extrême droite, Posadas, qui échappe en grande partie à l'analyse proprement politique ; ensuite Pablo, expert en développement économique et tiers-mondiste notoire ; puis Frank, infatigable apôtre de la Yougoslavie, du F.L.N., de Castro, d'Ho Chi Minh et sans doute de beaucoup d'autres choses dans l'avenir ; enfin, Lambert, qui reconnaît certes moins d'« Etats ouvriers » que Frank, mais qui a la légèreté d'investir ses forces dans l'U.N.E.F., chez les enseignants, à F. O. et qui, surtout, pratique le Front Unique avec un esprit de suite qui fait frémir.

Vestale du trotskysme, « Lutte Ouvrière » contemple tout le petit monde de ses rivaux du haut de sa supériorité organisationnelle. Elle, elle s'en tient au programme de transition. Pendant la deuxième guerre mondiale, elle s'est bornée à prôner la « défense de l'URSS » tandis que d'autres prônaient la défense de la démocratie ; elle a ainsi défendu le second impérialisme du monde, mais aujourd'hui encore, elle se croit en règle avec le principe de l'internationalisme prolétarien. Par la suite, elle n'a pas répondu à l'appel des sirènes titistes, ben-bellistes ou castroïstes. Elle n'a jamais reconnu qu'un seul « Etat ouvrier », l'Union Soviétique, et a toujours rappelé sévèrement aux autres trotskystes qu'une révolution ouvrière doit être faite par le prolétariat, ce qui est vraiment la moindre des choses !

Elle estime donc que, dans l'ensemble, son honneur révolutionnaire est sans tache !

Nous ne nous attarderions pas sur les douces illusions que « Lutte

Ouvrière » nourrit sur elle-même, si sa manière d'aborder l'histoire n'était caractéristique du sociologisme plat et de la naïveté organisationnelle qui sont assez répandus dans la frange la plus active du gauchisme, et dont le Parti révolutionnaire doit à tout prix se garder. La maladie dont est atteint ce courant est au fond déjà très connue. Trotsky lui-même l'a fort bien définie le jour où il a écrit que, même si cela semble un paradoxe, l'opportunisme se caractérise essentiellement par son incapacité d'attendre. « Lutte Ouvrière » est activiste ; mais tout comme l'arc-en-ciel, l'activisme a bien des nuances : la nuance « Lutte Ouvrière », c'est l'ouvriérisme organisationnel. Selon elle, si les autres groupes trotskystes ont fait faillite, bien que se réclamant des mêmes bases politiques que l'U.C.I., c'est qu'ils étaient composés d'intellectuels rebelles à toute saine organisation. A ses yeux, il s'agit avant tout de compter dans ses rangs suffisamment d'ouvriers et d'être bien organisés. La politique du groupe, non telle qu'elle apparaît toujours directement dans le journal, mais telle qu'elle est présentée aux militants, pourrait être lapidairement résumée ainsi : militants d'abord, réfléchissons ensuite ; ou bien : construisons d'abord l'organisation bolchévique ; pour la ligne politique, on verra plus tard.

L'édition et la diffusion de feuilles d'usine, qui constituent l'activité prioritaire de « Lutte Ouvrière », le style même du journal qui s'est voulu, après mai 1968, un « véritable hebdomadaire » et un « journal de masse », reflètent à merveille cette idée force qui fut le secret de l'U.C.I. : construisons d'abord le Parti, la théorie viendra par la suite.

Pour ses pourparlers d'unification avec la Ligue, « Lutte Ouvrière » fit appel à la « bonne vo-

lonté ». Pour l'activité internationale, elle fit confiance à la « discussion ». « Lutte Ouvrière » rencontre « International Socialisme » : le groupe français était encore et reste partisan de la théorie de l'état ouvrier dégénéré et de la « défense de l'URSS » ; le groupe anglais caractérisait l'URSS comme un « capitalisme d'Etat », à la suite d'une critique démocratique et donc sans valeur, mais peu importe ici. Qu'à cela ne

GRUPE DUR, LIGNE MOLLE

Les deux groupes « Lutte Ouvrière » et « International Socialisme » admettant que l'on pouvait travailler en commun sans savoir ce qu'est la Russie, démontreraient du même coup qu'il ne leur paraissait pas important, pour construire une Internationale, de savoir ce qu'est le communisme et ce qu'est le capitalisme ! Faire des « conférences internationales » avec des gens qui se proposent de saboter ce qu'on a soi-même l'intention de défendre (les trotskystes de « Lutte Ouvrière » sont partisans de la défense de l'U.R.S.S. que le groupe anglais repousse absolument), tel est l'exploit réalisé par la super-organisation bolchévique française.

« Vous êtes contre la défense de l'U.R.S.S., nous sommes pour. Vous pensez que la Russie est capitaliste, nous pensons qu'elle ne l'est pas ; mais nous ne le savons pas ; aussi, chers saboteurs de l'« Etat ouvrier », chers hommes de bonne volonté, marions-nous ! » Tel pourrait être le langage de « Lutte Ouvrière ». On ne peut imaginer mépris plus insensé pour la théorie.

Pour la théorie marxiste bien entendu, car « Lutte Ouvrière » comme tout empirisme est bien obligée d'en avoir une, qu'elle prétend « bolchévique » mais qui est platement sociologiste et ouvriériste et qui peut se résumer ainsi : « l'organisation est tout, la ligne politique n'est rien ». En conséquence, « Lutte Ouvrière » propose allègrement aux militants qui ont des divergences sur la nature de l'U.R.S.S. de continuer à travailler « dans l'unité ». Elle rassure les sceptiques en leur rappelant que, même si on commet des erreurs, on n'en a pas moins l'immense mérite, n'est-ce pas, de « construire une organisation ».

Que pour « Lutte Ouvrière », l'organisation soit tout et la ligne politique rien, est prouvé par le fait que noircissant hebdomadairement trente deux pages de journal (critique de cinéma et mots croisés compris), elle n'a pas encore trouvé la force de publier un organe théorique, et qu'elle se garde bien d'utiliser, ne fût-ce qu'une page de son « journal de masse » à cet effet ; à ses yeux, sans doute, les questions théoriques n'intéressent-elles que de vicieux intellectuels petits-bourgeois, et présentent-elles en outre

« LA JUSTICE FISCALE »

Dans un article destiné à définir sa position face à la campagne des partis de gauche contre la « fiscalité de classe », « Lutte Ouvrière » demande : « Comment établir la justice au niveau de l'impôt dans une société fondée sur l'injustice dominée par les puissances d'argent, où la fraude et l'escroquerie s'ajoutent à l'exploitation et à l'oppression quotidienne des travailleurs ? Par de simples allègements fiscaux sur les revenus comme le proposent le P.C. et le P.S. ? » « Lutte Ouvrière » sait bien que ces partis ne sont pas révolutionnaires et son verdict est tranchant : « De telles mesures ne rendront pas l'impôt plus juste, et surtout, elles ne permettront pas de mettre fin au scandale de la fiscalité ». Que proposer alors ?

Partisan du programme de transition, L. O. n'hésite pas : « Pour établir plus de justice fiscale, il y a une mesure simple dont on chercherait pourtant bien en vain la trace dans les programmes du P. C. et du P. S. : c'est la suppression de l'impôt sur les salaires ».

« Plus de justice » : sauf votre respect, Messieurs les trotskystes, vous parlez comme les curés ! « Une mesure simple » : Marx disait que le radicalisme consiste à « prendre les choses à la raci-

enne ! Avec quelques autres « amis », les deux groupes tinent une conférence à l'issue de laquelle « Lutte Ouvrière » publia un article à usage national disant que les « divergences » ne pouvaient pas faire obstacle à une entente entre braves gens. Toute l'U.C.I. était dans ce communiqué : nous ne sommes d'accord sur rien, mais nous sommes des braves gens !

le grave inconvénient de favoriser la division et la scission organisationnelles ?

Le plus extraordinaire, c'est que « Lutte Ouvrière » prétend attribuer la paternité de cette conception au vigoureux scissionniste Lénine, dont elle dénature à qui mieux mieux le « Que faire ? ». En effet, si Lénine a dit que l'organisation révolutionnaire communiste doit être rigoureusement centralisée et composée de révolutionnaires professionnels étroitement liés aux masses ouvrières, il n'a jamais prétendu qu'il suffisait qu'une organisation soit centralisée et composée de « révolutionnaires professionnels » soi-disant liés aux masses ouvrières pour qu'elle soit révolutionnaire : c'est pourtant ce que voudrait lui faire dire « Lutte Ouvrière ».

Si Lénine écrit « Que faire ? », c'est qu'il était resté fidèle à la ligne classique des communistes dans les révolutions démocratiques, et s'il s'opposait aux menchéviks dans les questions d'organisation, c'est qu'il s'opposait déjà à eux dans la tactique comme en témoigne son article : « Deux tactiques de la social-démocratie ». Mais « Lutte Ouvrière » oublie la primauté du programme chez Lénine. Pourtant il suffit d'une formule de lui pour le mettre à l'abri de ses encombrants disciples ouvriéristes : « On ne peut séparer mécaniquement la politique de l'organisationnel ». Et si « Lutte Ouvrière » veut se référer à Trotsky, elle n'aura pas plus de chance : « Les questions d'organisation sont inséparables des questions de programme et de tactique », dit-il dans sa « Critique du programme de l'I. C. » (p. 176).

Décidément, aucun de ces grands communistes ne manifestent la moindre « bonne volonté » !

Pour juger des résultats pratiques de cet ouvriérisme organisationnel, prenons un exemplaire du « grand hebdomadaire », le n° 182 par exemple. Passons sur le titre : « Nixon en Chine, l'impérialisme américain contraint à la négociation » qui fait suite à « La Chine gardienne de la paix américaine en Asie » avec une logique plutôt... déroutante. Qu'y trouve-t-on ? Un « radicalisme » modéré en toutes choses.

ne » mais L. O. préfère la sainte... « simplicité » dont se sont toujours vantés les réformateurs quand ils proposaient au prolétariat des « mesures » pour s'émanciper sans douleur.

Dans la théorie de Marx, on voit le géant prolétarien s'avancer en rangs formidables sous les plis du drapeau où est inscrite sa devise de classe : « Abolition du salariat ». Activiste en diable, mais soucieuse d'éviter tout « ultra-gauchisme », L. O. recolle quelques ouvriers à la porte des usines et les fait défiler avec des petites pancartes où l'on peut lire : « Abolition de l'impôt sur le salariat ».

Cette misérable revendication n'est pas seulement ridicule en pratique, elle n'a aucune base théorique. Les prolétaires ne sont pas des « citoyens » victimes de l'« injustice » : ils sont des exploités, et le salaire, qui est l'équivalent de la valeur des marchandises qui leur sont nécessaires pour se maintenir en état de produire, est précisément l'expression que cette exploitation revêt en régime capitaliste.

Si au lieu de prendre pour argent comptant les chiffres inscrits sur les feuilles de paie, on prend la précaution élémentaire de soustraire d'abord la part qui revient

dra à l'Etat, on s'aperçoit que le prix de la force de travail d'un salarié qui reçoit 1200 F par mois mais paie 100 F d'impôt mensuel (1200 F par an), n'est pas de 1200 F, mais de 1100 F. Ce prix résultant à la fois de la valeur de cette force de travail et du rapport de forces entre la classe ouvrière et la classe patronale, selon toute la théorie marxiste, que se passera-t-il si l'Etat décide soudain de supprimer ce prélèvement ?

Les autres conditions (valeur de la marchandise force de travail et rapport de forces de classe) restant égales, le salaire nominal baissera au niveau du salaire réel, et tombera donc à 1100 F. Voilà pourquoi Marx donnait raison à Ricardo qui disait : impôt sur le salaire = impôt sur le profit, se montrant ainsi, tout bourgeois qu'il était, infiniment plus capable de « prendre les choses à la racine » que les faux « radicaux » de L. O. Et voilà pourquoi aussi Marx affirmait au paragraphe IV de son manuscrit consacré au salaire : « La diminution d'un impôt n'est d'aucun profit pour les ouvriers ; en revanche, son augmentation leur nuit », dialectique inintelligible pour les adorateurs de la « simplicité » réformiste.

La vérité est pourtant bien claire : la diminution d'un impôt entraînant la diminution du salaire nominal, elle n'est d'aucun profit pour les salariés censés en « bénéficier ». Bien entendu, ils peuvent toujours résister à cette diminution. Mais si le rapport des forces avec l'ennemi leur permet d'obtenir gain de cause, c'est à leur propre lutte qu'ils devront, dans notre exemple, l'augmentation de 100 F par mois du prix de leur force de travail, et pas du tout à la clémence de l'Etat qui aura aboli l'impôt.

Par contre, s'ils acceptent sans réagir une augmentation de ce dernier, ils devront consommer moins de marchandises ou des marchandises moins chères, tout comme si le patronat avait abaissé leur salaire : et en fait, une augmentation des impôts sur le salaire est bel et bien une offensive du capital contre les ouvriers par Etat interposé.

Le propre des réformistes est précisément de répondre aux offensives du capital par des revendications légalitaires et constitutionnelles plus ou moins audacieuses : « égalité des citoyens devant l'impôt » ou « suppression de l'impôt sur le salaire ». Le propre des révolutionnaires est d'y répondre par la lutte de classe, depuis la grève pour résister à toute diminution de salaire quelle qu'en soit la cause, ou pour en obtenir l'augmentation, jusqu'aux suprêmes revendications communistes.

Quand le prix des tickets de métro augmente, quand les impôts s'élevèrent, les réformistes ordinaires s'écrient que c'est là le fruit de... la politique du gouvernement en place et les réformistes « radicaux » que c'est la faute à la « société dominée par les puissances d'argent », mais tous ils veulent des améliorations. Les révolutionnaires, eux, refusent de semer des illusions ; ils refusent de lancer des mots d'ordre qui sont en contradiction avec le but final : par exemple l'abolition de l'impôt sur le salaire qui ne rapporterait matériellement rien aux ouvriers rapporterait beaucoup politiquement à l'Etat bourgeois, car elle le ferait apparaître comme le défenseur de la « justice » sans qu'il en coûte rien au Capital puisque de toutes façons c'est lui qui paie l'impôt sur le salaire, même quand c'est le salarié qui le verse, puisque cet impôt majore le salaire nominal, comme Ricardo l'avait fort bien vu. Les révolutionnaires montrent inlassablement au prolétariat la seule voie possible, ni facile, ni « simple », de son émancipation : grève, grève générale, grève générale politique, insurrection armée.

« Lutte Ouvrière » a beau se réclamer en principe de « L'Etat et la Révolution » de Lénine. Par sa politique pratique, elle se range dans le camp réformiste, non dans le camp révolutionnaire.

(à suivre)

A l'école des "sauvages"

Les Sianes, communauté « sauvage » de la Nouvelle Guinée, ne connaissent ni les classes sociales, ni par conséquent l'Etat, et encore moins le capitalisme. Ils n'en vivent pas moins en société et lorsque les anthropologues découvrirent leur existence, ils possédaient une technique productive basée sur l'usage de la hache de pierre. Il y a dix ans, l'anthropologue Salisbury, repassant chez eux, constata un progrès important de leurs forces productives, dû à l'introduction de la hache de fer. Etant donné le niveau atteint précédemment, le gain de productivité ainsi obtenu représentait un véritable pas de géant.

Mais la découverte qui véritablement frappa de stupeur le savant bourgeois fut que, parallèlement à l'augmentation de la productivité du travail et de la production sociale, le temps de travail des membres de la communauté avait été diminué au bénéfice du temps libre pour les jeux, les voyages et les « occupations agréables ».

L'anecdote permet de confirmer qu'une forme de société basée sur ce qui a été appelé le « communisme primitif » est sans doute inférieure au capitalisme pour ce qui est de la puissance et de la variété du développement des forces productives du travail, mais lui est infiniment supérieure dans l'usage que la communauté sait faire d'un tel développement.

Dans les cinquante dernières années, le capitalisme a énormément développé les forces productives et a ouvert des horizons techniques insoupçonnés du genre humain ; et cependant le temps de labeur de l'ouvrier oscille autour de la limite légale déjà atteinte au début du siècle, quand furent conquises, au prix de dures batailles, les huit heures journalières ; en outre, dans tous les pays du monde, s'ils ne veulent pas mourir de faim, les travailleurs sont obligés de faire des heures supplémentaires malgré la fatigue accrue d'un travail beaucoup plus intense.

Pour les Sianes, il va de soi qu'un progrès dans la productivité sociale se traduise par un allègement de l'effort quotidien non seulement de ceux qui travaillent, mais aussi de tout membre de la communauté : pour le capitalisme l'augmentation de la productivité est une fin en soi — un moyen pour l'accumulation élargie — à laquelle doit être sacrifié, comme sur l'autel d'une divinité assoiffée de sang, la vie du fameux « individu libre » tant exalté en paroles.

Se servant des moyens de production utiles que le capitalisme lui légua en abondance, le communisme supérieur retrouvera le sens magnifique de la communauté et des intérêts de l'espèce qui fut le propre des premières sociétés humaines ignorant encore les marchandises, l'argent et le profit.

Cours de l'impérialisme mondial

SUITE DU PRECEDENT NUMERO

ETATISATION DU CAPITAL ET IMPERIALISME

En raison du degré sans précédent de concentration et de centralisation que le capital atteint aujourd'hui, l'internationalisation de l'économie, bien loin de signifier la dissolution des nations entre les mains du « capital apatride » contre lequel tous les sociaux patriotes appellent les ouvriers à défendre l'intérêt national, entraîne bien au contraire la constitution de gigantesques blocs capitalistes aux intérêts antagoniques, gérés par des Etats de plus en plus puissants et totalitaires, qui dirigent eux-mêmes les opérations de guerre économique menées contre les Etats concurrents.

Dans cette guerre, le renseignement et la reconnaissance des points d'attaque, c'est-à-dire l'étude et la recherche de marchés à l'étranger, sont systématiquement effectués par les services commerciaux des ambassades, rattachés dans chaque pays à un organisme d'Etat, qui centralise les renseignements (voir l'espionnage économique), les traite et les transmet aux entreprises susceptibles d'être intéressées, leur fournit des points d'appui logistiques à l'étranger, les stimule et les encourage à l'agressivité commerciale.

Le nerf de la guerre, c'est-à-dire le capital nécessaire pour financer le crédit qui facilitera les ventes des marchandises nationales est (sauf en Angleterre où le capital financier de la City a su conserver une puissance internationale hors de proportion avec celle de l'industrie britannique) centralisé et distribué à des conditions exceptionnellement avantageuses sous la direction des banques d'Etat. La protection contre les risques de la guerre commerciale, c'est à-dire la perte ou le non-paiement

des marchandises exportées, est également garantie par des organismes d'Etat, ainsi que, depuis la fin de 1971 en France, en Allemagne et au Japon, la protection contre les « risques de change », c'est-à-dire contre les pertes financières pouvant résulter de la fluctuation des monnaies. Enfin, chaque Etat veille à améliorer le moral et les atouts de ses combattants sur le marché international au moyen de multiples mesures fiscales, exonérations, détaxations, etc., mesures condamnées officiellement sous le nom de « dumping », mais dont la pratique est de plus en plus systématique.

Ainsi, la concurrence entre capitalistes pour réaliser la valeur de leurs marchandises devient une guerre commerciale entre Etats qui cherchent à empocher pour le compte de leurs bourgeoisies le plus de valeur possible sur le marché mondial en vendant la marchandise fabriquée grâce à la sueur des prolétaires de toutes races et de toutes nationalités qui travaillent sous leur joug (et en rapatriant, comme on verra plus loin, les bénéfices du capital exporté à l'étranger).

Le conflit d'intérêts entre ces Etats a été illustré par un graphique montrant que l'évolution des réserves de change, qui proviennent essentiellement des excédents commerciaux et des profits nets rapatriés, suit des tendances exactement opposées pour les U.S.A. d'une part, leurs concurrents occidentaux d'autre part, ce qui démontre que ces Etats se disputent sur le marché mondial des masses de valeur qui ne sont gagnées par les uns, Japon et Allemagne surtout, que parce qu'elles sont perdues par l'autre (les U. S. A.).

LES EXPORTATIONS DE CAPITAUX

C'est sur ce chapitre, essentiel, comme l'a montré Lénine, pour analyser les tendances profondes de l'impérialisme, que le rapport a le plus insisté, en présentant des tableaux statistiques détaillés des exportations de capitaux des cinq principaux pays exportateurs, comprenant non seulement les investissements directs mais les capitaux exportés sous d'autres formes telles que le crédit à l'exportation ou les prêts de la soi-disant « aide aux pays sous-développés » (ces tableaux qu'il est impossible de reproduire dans ce compte rendu, feront l'objet d'une publication dans un prochain numéro de notre revue « Programme Communiste »).

Les chiffres présentés ont tout d'abord permis de montrer la situation générale des impérialismes occidentaux : le super-impérialisme US, dont les exportations de capitaux sont dépassées depuis 1969 par les bénéficiaires rapatriés, et qui possédait à la fin de 1970 78 milliards de dollars d'investissements directs à l'étranger, domine encore de loin tous ses concurrents ; deux impérialismes rentiers, qui depuis longtemps rapatrient plus de bénéfices de l'étranger qu'ils n'y exportent de capital, sont en position défensive : la Grande-Bretagne, qui possédait fin 1968 13 à 14 milliards de dollars d'investissements directs à l'étranger, et la France, dont les investissements à l'étranger sont estimés à 9 milliards de dollars environ ; deux impérialismes jeunes, dont les exportations de capitaux connaissent une expansion rapide et dépassent nettement les profits rapatriés, sont en position offensive : l'Allemagne et le Japon.

L'énorme puissance du super-impérialisme américain lui permet d'exploiter la planète entière, y compris ses concurrents impérialistes, en exportant des capitaux et en rapatriant des bénéfices à un rythme fabuleux (en 1970 : 12,1 milliards de dollars de capitaux exportés, 14,8 milliards de dollars de profits, intérêts, dividendes et royalties rapatriés) ; après avoir été dirigés principalement vers des zones arriérées

ou peu développées (comme l'Amérique latine), les flux de capitaux US se sont dirigés à partir des années 60 vers l'Europe occidentale, et les actifs américains atteignent à la fin de 1970 8 milliards de dollars en Grande-Bretagne, 4,5 milliards de dollars en Allemagne, 2,5 milliards de dollars en France, 1,5 milliard de dollars en Italie.

Grâce au statut privilégié du dollar, monnaie mondiale incontestée depuis la victoire de l'impérialisme U.S. dans la seconde guerre impérialiste, ces rachats massifs d'actifs européens ont pu se faire sans être entravés, comme cela aurait été le cas pour tout autre pays, par le déficit croissant de la balance des paiements américains. Ils expliquent les réactions des impérialismes européens, directement menacés, qui ne se sont pas privés de stigmatiser en paroles « l'impérialisme du dollar » et de réclamer le retour à la convertibilité du dollar en or, c'est-à-dire à un système où, aucune monnaie n'ayant de privilège par rapport aux autres et l'or étant monnaie mondiale, les règles du pillage impérialiste seraient de nouveau les mêmes pour tous.

Derrière l'hypocrisie de leurs discours anti-impérialistes, les chiffres présentés ont montré que les impérialismes anglais et français reprochent en fait aux U.S.A. de faire avec le dollar ce qu'eux-mêmes ne se sont pas privés de faire intensivement au temps de leur splendeur, et qu'ils continuent de faire, dans la mesure de leurs moyens, dans leurs zones d'influence respectives (zone franc d'Afrique, zone sterling du Commonwealth). L'impérialisme ne connaît pas en effet de régression absolue (sinon celle de la destruction violente) : la Grande-Bretagne et la France, se trouvant dans le camp des vainqueurs des deux guerres impérialistes, et donc jamais expropriées de leurs actifs à l'étranger par leurs rivaux directs (à la différence de l'Allemagne qui l'a été deux fois), sont encore des impérialismes ; en 1970, ils rapatrièrent respectivement 3,3 et 1,3 milliards de dollars de profits divers (pour

2,1 et 0,8 milliards de dollars de capitaux exportés la même année) et se classaient aux 2e et 3e rangs mondiaux de possesseurs d'actifs à l'étranger.

Enfin l'Allemagne et le Japon, après avoir reconstitué à une vitesse foudroyante leurs économies nationales, ont recommencé à exporter des capitaux : le cap des 100 millions de dollars par an a été franchi en 1956 par l'Allemagne, en 1958 par le Japon, celui du milliard de dollars par an en 1966 par les deux pays ; en 1970, ils exportèrent respectivement 2,7 et 2,4 milliards de dollars de capitaux (soit plus que la Grande-Bretagne et que la France) et rapatrièrent 1,8 et 0,7 milliards de dollars de profits divers. L'Allemagne est devenue depuis 1968 investisseur direct net à l'étranger (c'est-à-dire qu'elle investit plus à l'étranger que l'étranger, essentiellement les U.S.A., n'investit en Allemagne) ; le Japon l'est depuis longtemps car il s'est fouchement protégé contre les investissements étrangers (même les investissements U.S. n'y représentaient fin 1970 que 1,5 milliards de dollars, ce qui est relativement peu important eu égard à la puissance industrielle japonaise) et son

capital a conservé un caractère national accentué.

Toute l'agitation des Etats impérialistes ne signifie donc pas autre chose que la remise en cause de l'ordre existant dans le club de brigands qui domine la planète. Les vieux bandits anglais et français, mis au pillage par le chef de bande américain qui a évincé depuis longtemps son confrère britannique, se mettent à crier au voleur, tandis que les plus jeunes (Allemagne et Japon) espèrent bien prendre leur part du butin et commencent à disputer leur monopole aux impérialismes en place. Mais pas plus que les règlements de comptes entre brigands ne signifient la fin du brigandage, les difficultés de l'impérialisme U. S. face à ses concurrents ne signifient la fin de l'impérialisme, bien au contraire.

Le mot d'ordre de la lutte contre l'impérialisme américain apparaît plus clairement que jamais pour ce qu'il est : le mot d'ordre des autres impérialismes, le prétexte pour enrôler les classes ouvrières des puissances rivales dans la guerre économique contre les concurrents gênants, et les préparer ainsi à la guerre militaire aux côtés de leurs bourgeoisies.

RALENTISSEMENT DU MARCHÉ MONDIAL ET PREMIERS HEURTS INTERIMPERIALISTES

Après l'examen du cours général de l'impérialisme, le rapport a fait l'analyse des soubresauts qui ont agité le monde capitaliste en 1971. Les périodes de prospérité du type de celles que le capitalisme a connu depuis un quart de siècle ne peuvent jamais faire disparaître, ni même atténuer les conflits d'intérêts entre les Etats bourgeois, qui subsistent toujours au moins à l'état latent. Mais quand le gibier est abondant, les loups ne se dévorent pas entre eux. Tant que l'expansion des marchés suit le rythme de l'accumulation et de la production, tant que les richesses et la force de travail à piller sur la planète suffisent à rassasier les appétits des capitaux dominants, les conflits locaux sont certes inévitables (témoin la défense par l'impérialisme russe de sa zone d'influence en Tchécoslovaquie contre le capital allemand), mais un affrontement généralisé n'a pas de raison d'être. Les mythes de la prospérité par le développement des échanges, de la coopération internationale, de l'égalité des nations, de la coexistence pacifique, peuvent alors se donner libre cours et même acquiescer un début de vraisemblance.

Mais dès que le manque de débouchés ou de matières premières menace le rythme d'accumulation du capital, la vérité du système bourgeois éclate : le développement des échanges n'est que la lutte pour une plus grosse part du marché mondial, la coopération internationale n'est que la recherche de nouvelles zones d'investissement et de nouvelles sources d'approvisionnement, la coexistence pacifique n'est que la délimitation des terrains de chasse des impérialismes, incluant les petites nations « libres et égales ». Aux premières difficultés, le mot d'ordre général devient « chacun pour soi ! » et les illusions bourgeoises font place aux affrontements interimpérialistes.

Les soubresauts de l'année 1971 ont donné un avant-goût de ce que seront les rapports entre Etats bourgeois lorsque le capitalisme mondial connaîtra une situation de crise économique grave. L'illusoire harmonie du monde capitaliste occidental n'a pas résisté au ralentissement de l'expansion du marché mondial qui s'est accentué dans la deuxième moitié de 1970 et en 1971 : selon les chiffres du G.A.T.T. et de la Banque des Règlements Internationaux, le taux d'augmentation du volume du commerce international (à prix constants, c'est-à-dire abstraction faite de l'inflation) est passé de 13 % en 1968 à 10 % en 1969, 8,5 % en 1970, 5 % seulement en 1971 (soit une baisse de moitié du rythme en deux ans). Ce ralentissement, qui a exacerbé la concurrence commerciale entre les principaux Etats exportateurs, s'est répercuté de manière inégale sur

leurs économies nationales : les moins touchés ont été les compétitifs sur le marché mondial, c'est-à-dire ceux où l'augmentation de la productivité du travail a été la plus

AFFRONTEMENT DES MONNAIES, AFFRONTEMENT DES IMPERIALISMES

L'apparente complexité de cette guerre provient du fait qu'elle se livre sur deux fronts : celui des exportations de marchandises et celui des exportations de capitaux. Sur le front des marchandises, la lutte porte sur le rapport des parités des principales monnaies nationales entre elles. Si l'on fait abstraction des facteurs secondaires, le rapport d'échange entre deux monnaies nationales est en effet déterminé par leurs pouvoirs d'achat respectifs, qui varient dans le temps avec la productivité du travail social des pays émetteurs.

Lorsque dans un pays A cette productivité progresse moins vite que chez ses concurrents, le pouvoir d'achat de sa monnaie augmente moins vite que celui des monnaies concurrentes (on fait ici abstraction de l'inflation, supposée la même pour tous) ; si le rapport d'échange de la monnaie de A avec les autres monnaies n'est pas modifié, la monnaie de A conserve en droit sur le marché mondial un pouvoir d'achat qu'elle n'a plus en fait, ce qui signifie qu'elle devient surévaluée par rapport aux autres monnaies : les prix des marchandises du pays A sont alors supérieurs aux prix généralement pratiqués par ses concurrents sur le marché mondial — prix dont la moyenne pour chaque marchandise donnée représente grosso modo la valeur de cette marchandise ; les marchandises du pays A (on a reconnu les Etats-Unis) se vendent mal. Pour stimuler ses exportations, l'Etat américain avait donc intérêt, soit à dévaluer sa monnaie (ce qui revenait à abaisser les prix de ses marchandises sur le marché mondial), soit à voir ses principaux concurrents réévaluer les leurs (ce qui revenait à augmenter les prix des concurrents).

La seconde solution était nettement plus avantageuse pour le capital américain, puisqu'elle conservait le pouvoir d'achat du dollar dans l'ensemble des pays non directement concernés par le conflit (ce qui était autant de gagné sur les investissements dans ces pays et les achats de matières premières), tout en conciliant à l'Etat les bonnes

fortes et l'inflation la plus faible — autrement dit ceux qui ont su exploiter leur classe ouvrière devenant que leurs concurrents tout en comprimant les salaires. C'est le cas du Japon qui a vu, malgré le ralentissement général, son taux annuel de croissance des exportations (aux prix réels) augmenter de + 20,8 en 1970 à + 25 % en 1971 ; pour l'Allemagne, le taux a fléchi légèrement de + 18 % à + 14 %, restant cependant nettement au-dessus du rythme mondial. Celui des Etats-Unis par contre s'est effondré de + 14 % à + 2 %, alors que les importations augmentaient nettement, créant ainsi un déficit commercial de 2 milliards de dollars, le premier que l'actuel despote du marché mondial ait connu depuis 1893.

Sévèrement concurrencé sur les marchés extérieurs (notamment par l'Allemagne dont les exportations totales ont pour la première fois dépassé les exportations américaines en octobre-novembre 1971), attaqué à domicile même par la concurrence japonaise et allemande dans des branches entières (acier, automobile, électronique, textile), le capital américain a réagi avec toute la brutalité que lui permet son énorme puissance. L'instauration de mesures protectionnistes lui a permis de se défendre dans l'immédiat, un nouveau remaniement des parités lui a permis de stimuler son commerce extérieur à plus long terme, au prix d'un nouvel épisode de la guerre monétaire.

AFFRONTEMENT DES MONNAIES, AFFRONTEMENT DES IMPERIALISMES

grâce et les voix de la petite-bourgeoisie (qui ne voit alors augmenter que les prix des marchandises importées des pays ayant réévalué, et non ceux de l'ensemble des marchandises importées, comme dans le cas d'une dévaluation). L'intérêt des concurrents des Etats-Unis était exactement opposé : ne pas voir le dollar dévaluer et surtout pas réévaluer leurs monnaies par rapport au dollar et aux monnaies de leurs autres concurrents respectifs, ce qui équivalait automatiquement à rendre leurs exportations moins compétitives sur le marché mondial.

L'impérialisme américain a finalement imposé sa solution en obtenant après un âpre marchandage des Etats en présence et au prix d'une très légère concession (la dévaluation de 5 % du dollar, qui va dans le sens des intérêts américains) un nouvel équilibre provisoire des parités monétaires qui donne un net avantage aux exportations américaines, au détriment de celles du Japon et surtout de l'Allemagne.

La victoire américaine, obtenue à force de pressions et de chantage sur des concurrents économiques qui sont aussi des vassaux militaires, montre que les rapports de force entre les impérialismes ne peuvent se réduire à l'économie, mais dépendent pour beaucoup de la puissance militaire, domaine dans lequel pendant longtemps encore la suprématie de l'impérialisme américain ne sera menacée que par son concurrent russe.

Sur le front des exportations de capitaux, le conflit porte sur la convertibilité du dollar en or — c'est-à-dire en définitive, sur la monnaie mondiale utilisée par le système capitaliste (Russie, Chine et satellites y compris). L'écrasante supériorité économique et militaire de l'impérialisme américain au sortir de la seconde guerre impérialiste mondiale a donné au dollar le rang de monnaie mondiale, équivalent en droit à l'or, puisque convertible à la demande grâce à l'énorme stock d'or américain, utilisé en fait à la place de l'or dans les transactions

(Suite page 4)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

(suivie d'une discussion)

VENDREDI 21 AVRIL, à 20 h. 45

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry — PARIS (X^e)
(Métro République)

L'antifascisme démocratique : un mot d'ordre anti-prolétarien qui a déjà fait ses preuves

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Correspondance :
" le prolétaire "
B. P. 375
13211 - MARSEILLE CEDEX 1
Versements :
" le prolétaire "
C.C.P. 2202-22 MARSEILLE
Abonnements :
" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 F et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste "
et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

.....

◆ " prolétaire " : 6 mois.

◆ " prolétaire " : 1 an.

◆ " programme communiste ".

◆ Combiné.

(entourer le signe)

Le programme immédiat de la dictature du prolétariat

(SUITE DU PRECEDENT NUMERO)

Les ennemis de la dictature

En passant en revue les tâches principales de l'Etat ouvrier, nous avons rencontré des couches sociales pour qui, comme c'est le cas de la grande et de la moyenne bourgeoisie, la dictature signifie suppression radicale des privilèges, ou auxquelles, comme c'est le cas de la petite bourgeoisie et du semi-prolétariat, elle apportera une émancipation, même si l'oppression que le capitalisme fait peser sur elles n'est pas du même type que celle qu'il exerce sur le prolétariat. Mais si la défaite de la classe bourgeoise et la neutralisation des classes moyennes se concrétisent dans la victoire révolutionnaire, celle-ci se prépare bien avant. Nous voulons dire que le parti de classe ne peut pas se bercer de l'illusion mortelle qu'il soit possible de remettre à demain la mise au pas de ces classes par la dictature prolétarienne et la terreur rouge, et en attendant, c'est-à-dire aujourd'hui, sous le régime bourgeois, de flirter avec elles, de leur faire des sourires et donc de se compromettre dans la défense de leurs intérêts spécifiques de classes liées à la propriété privée et au privilège social.

Sur ce point, il est clair que le parti se prépare à la dictature de classe dans la mesure exclusive où il n'attend nullement que celle-ci s'instaure pour agir de façon cohérente avec son programme ! C'est en vain que l'opportunisme veut faire croire qu'il n'a nullement renoncé à l'Etat ouvrier alors que, pour ne pas effrayer les classes moyennes, il ne souffle plus mot de la dictature du prolétariat, renforçant du même coup le front contre-révolutionnaire.

En réalité, cette prétendue "tactique" implique la renonciation théorique à la dictature, à la lutte contre le capitalisme, et donc la renonciation au socialisme lui-même.

Les ennemis de la dictature se reconnaissent bien avant

qu'elle s'instaure ; ce sont les chefs de file des classes anti-prolétariennes qui tentent de faire pénétrer dans les corps même du prolétariat les miasmes de la culture, de l'éducation, de la morale bourgeoise ; ce sont les partisans de la conciliation envers les classes dites populaires de la société ; ce sont les partis « progressistes » et « avancés », pour lesquels progresser et avancer vers le socialisme signifie renoncer à la révolution.

Contre les ennemis du socialisme, l'antidote est précisément la dictature post-révolutionnaire. Lénine disait que ce qui distingue les communistes, c'est qu'ils revendiquent inconditionnellement la dictature révolutionnaire du prolétariat ; celui qui prend parti pour elle se trouve dans le camp de la révolution, du socialisme ; celui qui la repousse est du côté opposé de la barricade, avec la bourgeoisie.

Conclusion

De tout ce qui a été développé jusqu'ici, il découle que l'Etat dictatorial du prolétariat caractérise une phase transitoire qui commence avec la conquête violente du pouvoir par la classe ouvrière, grâce à son organe spécifique, le parti communiste unique et mondial, et qui ne se termine qu'avec la défaite définitive et universelle du mode de production capitaliste. La nécessité de l'Etat ouvrier ne dérive pas d'un préjugé de doctrinaires, mais du fait que l'état de choses, l'organisation économique, sociale et politique, dont la révolution hérite, elle doit s'attacher à le détruire. C'est le but qui impose le choix des moyens, sur la base de l'expérience historique de la lutte entre les classes. La synthèse de cette expérience (principes) nous conduit à affirmer que la négation de la dictature prolétarienne (moyen) équivaut à la négation du but, le socialisme ; c'est pourquoi

Les social-démocrates d'hier et les pseudo-socialo-communistes d'aujourd'hui soutiennent avec de faux syllogismes que, ayant pour tâche d'abolir la violence et la coercition pour faire naître une civilisation et une humanité nouvelles, le socialisme doit exclure dès aujourd'hui cette violence et cette coercition des rapports sociaux et les remplacer par une conquête graduelle, pacifique et démocratique du pouvoir.

Deux guerres impérialistes terriblement sanglantes, voilà ce que ces fausses positions ont concrètement coûté à l'humanité.

Propagandiste de la paix entre les classes, l'opportunisme et la bourgeoisie sont toujours les partisans les plus ardents de la guerre entre les Etats. Négateurs de la violence sociale, ils sont les chauds partisans de la violence exercée par la Nation, la Patrie, c'est-à-dire par le capitalisme dans son expression déguisée.

L'Etat prolétarien est indissociable des prémisses et des buts de la révolution.

Partant de l'idée abstraite de la violence, de l'autorité, de l'Etat, les anarchistes formulent des idées générales comme « destruction de l'Etat », « négation de l'autorité politique », etc... que les marxistes partagent. Ce que les communistes objectent aux anarchistes et à tous les « idéalistes », c'est que la disparition de l'Etat politique n'est pas possible au début, mais seulement à la fin du processus révolutionnaire. Le dépassement de l'Etat absolutiste s'est réalisé par l'intermédiaire de l'Etat démocratique bourgeois, c'est-à-dire par la dictature du capital destinée à son tour à être dépassée par la dictature du travail, de l'Etat prolétarien.

Celui-ci tend à se vider de son contenu, à « déperir », non par une quelconque vertu intrinsèque, mais bien parce qu'il

est fondé par une force sociale matérielle, le travail, qui en s'émancipant totalement des formes de classe, se débarrassera du même coup de la superstructure politique, de l'Etat politique ; mais il ne peut le faire qu'à travers un processus impliquant la coercition, la violence, l'autorité, lesquelles décroissent progressivement à mesure que l'œuvre de destruction du mode de production capitaliste avance et se complète.

Cette critique vaut, à plus forte raison, contre les partis qui prétendent partir des mêmes prémisses doctrinales et tendre aux mêmes buts que nous, mais qui s'orientent en fait dans une direction complètement opposée à la nôtre, déformant la théorie qu'ils prétendent mensongèrement partager et trahissant les intérêts historiques du prolétariat. La direction politique des faux partis ouvriers, dont les revendications impliquent le renforcement plutôt que l'affaiblissement et l'écroulement de l'Etat démocratique, nie le pouvoir prolétarien et le socialisme, se soumet servilement aux diktats de la classe capitaliste, qui voudrait dénier au prolétariat le « droit » historique — qu'elle même — de forger une machine, l'Etat, apte à défendre ses intérêts généraux.

Marx exalta l'écroulement

de l'Etat féodal sous les coups des sans-culottes révolutionnaires et démocratiques et montra aux prolétaires qu'il leur fallait apprendre et retenir la leçon, afin de pouvoir la mettre en pratique un jour.

Marx découvrit dans la Commune de Paris la forme de domination prolétarienne destinée à succéder à la domination capitaliste et engagea la classe ouvrière future à profiter de son exemple, à le généraliser, à ne pas reproduire les erreurs, les faiblesses et les indécisions des Communsards.

Lénine reprit cet enseignement et prodigua toute son énergie pour que le prolétariat ne réalise pas une dictature fragile, tremblante, presque honteuse d'elle-même, ou, comme il disait, « une dictature de gélatine ».

Avec la dictature de classe commencera un nouveau cours historique dans lequel, à l'anarchie capitaliste de l'économie et de la société, succédera un nouvel ordre, fondé sur la discipline du travail libre et associé, qui seul peut employer rationnellement toutes les ressources naturelles et humaines.

De cette œuvre de titans, la dictature prolétarienne ne présente que la première approche, dont la révolution violente est la clé.

Cours de l'impérialisme mondial

(Suite de la page 3)

et dans une grande partie des paiements internationaux.

Cette convertibilité a été maintenue tant que le reste du monde ne pouvait se passer de dollars, c'est-à-dire tant qu'elle n'avait aucune signification pratique. Quand elle a commencé à en avoir une, c'est-à-dire quand les déficits de la balance des paiements américaine dus aux énormes sommes de dollars exportées pour investir à l'étranger et maintenir l'ordre dans le monde ont commencé à inquiéter les principaux détenteurs de dollars, c'est-à-dire les impérialismes alliés et concurrents, au point d'inciter les plus hardis d'entre eux à échanger effectivement leurs dollars contre l'or américain, le système du dollar convertible est entré en crise.

Destinée à masquer la transformation de fait du monde en zone dollar, la fiction bourgeoise de l'égalité des nations devant l'or, monnaie mondiale par excellence, ne pouvait résister à la remise en cause du monopole américain : il lui fallait se transformer en réalité ou mourir. La suppression de la convertibilité en or du dollar, purement et simplement décrétée par les Etats-Unis (et appliquée en fait depuis 1968) n'a fait que révéler crûment une réalité qui existait depuis 25 ans et qui n'est devenue insupportable aux autres Etats que parce que la dialectique de l'accumulation les a transformés d'assistés en concurrents de l'impérialisme américain.

Le système monétaire mis en place au lendemain de la guerre n'est donc pas mort en août 1971, puisque le dollar non-convertible conserve plus que jamais son rôle despotique ; ce qui est mort, c'est le mensonge bourgeois de l'égalité non-taire des nations codifié dans les accords de Bretton-Woods.

Comment se présente maintenant la situation ? Tant que le dollar reste inconvertible, il est de fait monnaie mondiale et les Etats-Unis peuvent, même si leur balance des paiements est fortement déficitaire, investir massivement à l'étranger en rachetant notamment les actifs de leurs concurrents. Les U.S.A. jouissent ainsi d'un énorme privilège par rapport aux autres pays capitalistes qui ne peuvent en règle générale investir à l'étranger qu'à la condition d'avoir au préalable accumulé les excédents de monnaie mondiale nécessaires au financement de ces investissements grâce à leurs transactions internationales courantes (exportations de marchandises et " invisibles " : tourisme, transports, assurances, revenus des capitaux exportés). Pour les U.S.A., les investissements à l'étranger ne dépendent donc que du bon vouloir du

capital ; pour les autres pays, ils sont soumis aux aléas des résultats du commerce extérieur et des autres sources de devises, donc de la guerre économique internationale.

Il existe toutefois un moyen d'échapper à cette contrainte de plus en plus insupportable à mesure qu'augmente la surproduction de capital et donc le besoin de l'exorter : l'existence d'une aire géographique d'influence où la monnaie d'un Etat dominant un certain nombre de petites nations soit acceptée comme monnaie internationale. Les zones monétaires ont toujours été un attribut historique de l'impérialisme ; ainsi les impérialismes britannique et français ont conservé des zones sterling et franc où ils peuvent investir sans limites puisque le sterling et le franc y font office de monnaie internationale, et vis-à-vis desquelles ils se comportent, toutes proportions gardées, de la même manière que l'impérialisme américain vis-à-vis du monde entier.

Les impérialismes montants, Allemagne et Japon, seront inévitablement poussés par le besoin de débouchés pour leur capital à tenter de créer (ou plutôt de recréer, puisqu'elles existaient avant leur défaite) de pareilles zones monétaires, et donc des zones d'influence qui ne pourraient se constituer qu'au détriment des zones d'influence des impérialismes en place ; cette tendance inéluctable du capital dans sa phase impérialiste ne peut donc déboucher que sur de nouveaux soubresauts de la société bourgeoise.

Un tel processus n'en est qu'à ses débuts et la victoire des Etats-Unis dans le premier affrontement économique sérieux qui les ait opposés à leurs concurrents montre que leur suprématie demeure ; mais le fait que, pour la première fois, les vaincus et les écopés du dernier conflit impérialiste aient osé remettre en cause les privilèges du super-impérialisme américain, montre que le monde capitaliste est entré dans une nouvelle phase d'affrontements économiques, résultat inévitable de la surproduction de capital et de marchandises qui le mènera à la crise.

(à suivre)

La bourgeoisie espagnole et les grèves

(Suite de la 1^{re} page)

beaucoup de tact la désignation des présidents et assesseurs des commissions de négociations, car il ne suffit pas que ce soient des personnes compétentes et impartiales, mais il faut qu'elles soient versées dans les questions socio-économiques sur lesquelles elles auront à se prononcer, et très pondérées, ce qui n'exclut pas qu'elles soient animées d'un sens authentique du progrès social... Durant la discussion d'un accord, on ne doit pas autoriser les réunions de masse ou les assemblées de base, et moins encore lorsque les pourparlers ont été suspendus. Une règle absolue et imprescriptible est d'ordonner la suspension des négociations des accords (en quelque phase qu'ils se trouvent), dès que se produisent dans l'entreprise ou le secteur concerné des actes de coercition, quelle qu'en soit la nature ; cette suspension, adaptée cas par cas aux circonstances, ne devra pas se limiter à la durée des actes qui l'ont provoquée, mais se prolonger si nécessaire jusqu'aux six mois prévus par la législation en vigueur... Les autorités industrielles, lors de leurs contacts avec les représentants syndicaux des ouvriers, ceux qui doivent faire partie des commissions de négociation des contrats en particulier, essaieront de susciter chez eux la conscience des liens entre le social et l'économique, et de l'impossibilité, dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes, d'admettre des améliorations qui influeraient sur les coûts au-delà de ce qui est permis par la situation concrète du secteur ou de l'entreprise pour qu'ils puissent se développer dans des conditions normales ; en outre, l'augmentation souhaitable du niveau de vie des travailleurs, concrétisée par leur participation croissante au revenu national, doit être graduelle pour être efficace et durable...

« En cas de besoin, l'autorité industrielle suspendra immédiatement les négociations des conventions collectives si l'organisation syndicale ne l'a pas fait, lorsque se produiront des actes de coercition, la suspension étant maintenue tout le temps nécessaire pour que tous se convainquent pleinement que le recours à la force n'avantage ni les ouvriers ni sur le plan social ni sur le plan économique ».

Au troisième paragraphe, on lit : « Prévenir les conflits par une information efficace sur les activités illégales, les réunions, etc., et la détention préventive des responsables dès que c'est possible... Empêcher toute propagande illégale : la diffusion de cette propagande tombe nécessairement sous le coup de la loi sur l'ordre public. Empêcher tout type d'action de force visant à la réintégration des licenciés ou au maintien de l'occupation ; cette coercition, qui s'exerce par des piquets à l'entrée des usines et des bureaux, se répète très souvent dans les conflits et constitue une des armes principales par sa portée et sa durée : il faut donc éviter la formation des piquets de grève à l'entrée des entreprises, mesure fondamentale pour réduire le conflit. Un conflit du travail constitue toujours un problème politique et d'ordre public, même lorsqu'il a apparemment un caractère revendicatif... car dans un conflit du travail l'ordre est déjà troublé et ce seul fait constitue une situation de violence potentielle ».

Au paragraphe quatre, consacré au comportement de la presse, on lit : « Dans l'orientation que l'on donne aux moyens d'information, il faut inclure au premier rang dans les prochains mois l'avertissement de taire ou de minimiser la majeure partie des informations sur les conflits... Ce

point, qui peut être considéré comme un des plus importants du présent exposé, devra être considéré dans toute son importance par le Ministère de l'Information dans ses rapports avec les moyens d'information ».

Nous croyons que tout commentaire est superflu. Et que l'opportuniste de service ne vienne pas nous rebattre les oreilles de son « alternative démocratique » en se retranchant derrière le caractère fasciste de l'Etat espagnol. L'histoire lointaine et récente des pays démocratiques et même des démocraties populaires montre suffisamment que l'exploitation des ouvriers a le même caractère sous le régime fasciste et le régime démocratique, l'un et l'autre n'étant que la dictature plus ou moins masquée du capital.

Comme de juste, la nouvelle vague de grèves et d'agitations en Espagne sera canalisée une nouvelle fois par l'opportunisme dans la « lutte populaire nationale contre le fascisme, pour la liberté et la démocratie ».

Nous ne cesserons de dénoncer cette manœuvre visant à détourner la classe ouvrière de sa tâche de destruction du système capitaliste. La lutte des travailleurs contre leur ennemi de classe doit se dérouler parallèlement à la lutte contre les opportunistes, agents ouvriers de la classe bourgeoise ; plus encore : dans les phases de contre-révolution comme celle que nous vivons, la lutte contre l'opportunisme, qui véhicule l'idéologie bourgeoise, doit passer au premier rang pour les communistes.

La classe ouvrière ne pourra atteindre ses propres objectifs en se fondant dans le « peuple » et dans la « nation », c'est-à-dire en se déclassant. Au contraire, elle doit s'organiser indépendamment, reconstituer son parti communiste international.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :

" LE PROLETAIRE "

B. P. 375

13211 - MARSEILLE CEDEX 1